

FAITS SAILLANTS

- Près d'un million de personnes seront en insécurité alimentaire pendant la période de soudure prochaine selon les données du Cadre Harmonisé.
- Depuis 2016, un groupe de travail multi acteurs travaille sur la question de l'intégration du WASH dans la prise en charge de la malnutrition.
- Le deuxième forum humanitaire et développement s'est tenu le 30 mars 2018 et a porté sur la crise alimentaire et nutritionnelle.



Au sommaire

- 990 000 personnes en insécurité alimentaire au Tchad P.1
- Stratégie intégrée WASH in Nut P.3
- 2^e forum humanitaire et développement P.5

Détérioration de la sécurité alimentaire en 2018

Plus de personnes en insécurité alimentaire qu'en 2017

Selon les résultats de l'analyse du Cadre Harmonisé de mars 2018, la situation alimentaire s'est détériorée en comparaison avec l'année 2017. Pour la période courante (mars-mai), plus de 623 000 personnes sont en crise alimentaire et nutritionnelle (phase 3 à 5), comparés à 380 000 en 2017, soit 243 000 personnes de plus. Déjà huit départements de la bande sahéenne ont été classés en phase de crise (phase 3) contre quatre départements l'année dernière. De plus, près de 2,4 millions d'autres personnes (1,8 million en 2017) sont dans une situation précaire (en phase 2 - sous stress) et risquent de basculer dans l'insécurité alimentaire.

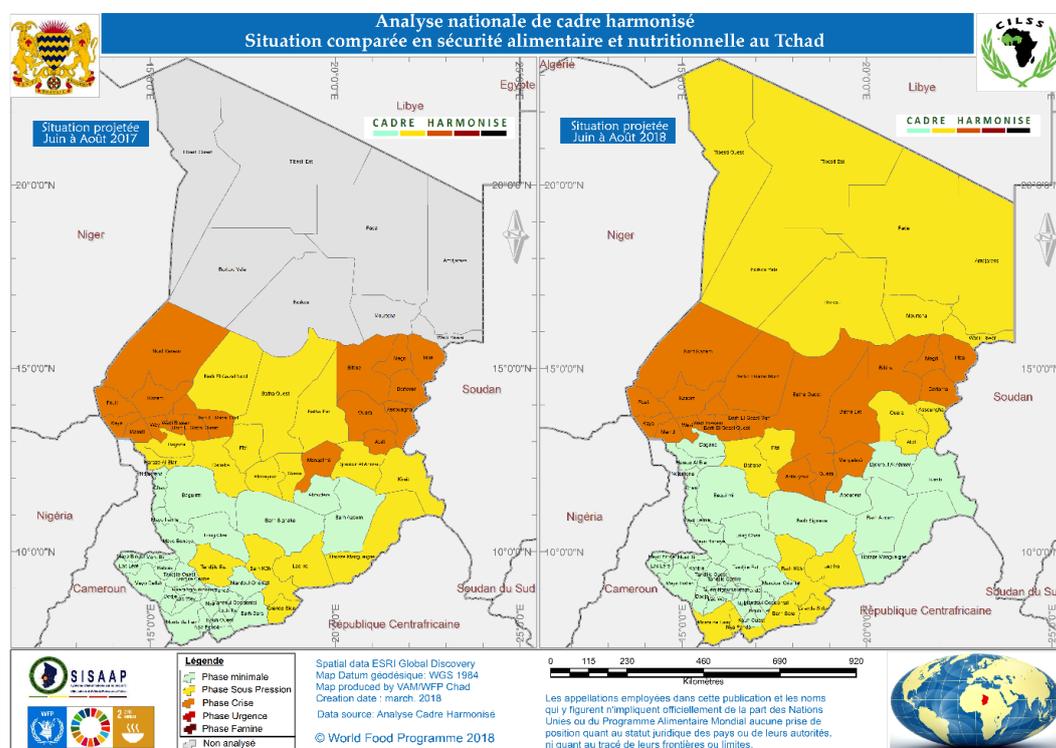
CHIFFRES CLÉS

Population	14,7M
Taux d'alphabétisation	37,3%
Espérance de vie	51,9 ans
Taux de mortalité des <5 ans	133/1 000
Taux de mortalité maternelle	860/100 000
Personnes dans le besoin	4,4 M
Accès à l'eau potable	54%
PDI	106 772
PDI retournés	51 000
Réfugiés	449 490
Retournés	20 565
Ressortissants de pays tiers	583

FINANCEMENTS

544 millions
fonds requis (en US\$)

12,1%
financés



Pour la période projetée (juin-août), près d'un million de personnes seront en crise alimentaire et nutritionnelle (phase 3 à 5 du cadre harmonisé) contre 897 000 personnes en 2017, soit une augmentation de plus de 10%. Ces personnes en phase de crise (phase 3 et plus) auront besoin d'une assistance alimentaire urgente pendant la période de soudure ; 95% d'entre elles se trouvent dans la bande sahéenne. Par ailleurs, près

de 3 millions de personnes seront sous pression (phase 2) lors de la période de soudure alors que l'année dernière, 2,6 millions de personnes étaient concernées.

L'état de la réponse à la crise alimentaire

Les réponses envisagées par les partenaires du Cluster Sécurité Alimentaire à la crise alimentaire et nutritionnelle couvrent deux aspects : l'assistance alimentaire inconditionnelle pour répondre à la soudure et l'appui aux moyens d'existence. De plus, les clusters sécurité alimentaire, nutrition et WASH se sont accordés sur la nécessité de mettre en place une stratégie intégrée et coordonnée.

En termes d'**assistance alimentaire inconditionnelle**, la période de soudure s'annonce précoce dans plusieurs régions cette année, notamment dans la bande sahélienne. Parmi les 990 706 personnes dans le besoin, le Programme alimentaire mondial (PAM) et ses partenaires seront en mesure d'assister 700 000 personnes à partir du mois de mai pour une période de quatre mois. Les ONG financées par ECHO ont aussi ciblé 173 892 personnes alors que le *Catholic Relief Service* (CRS) a ciblé 14 472 et la *Diakonie Katastrophenhilfe* en a ciblé 1 224. Il faut préciser que compte tenu des ressources limitées disponibles, l'assistance de ces partenaires ne prévoit qu'une demi ration par personne alors qu'une assistance alimentaire avec des rations complètes est recommandée pour toutes les personnes affectées pendant la période de soudure.

Pour ce qui est de l'**appui aux moyens d'existence**, cette année les partenaires du Cluster Sécurité Alimentaire se sont engagés à apporter un appui au développement et au renforcement des moyens d'existence de 1 939 000 personnes dans le besoin. A ce jour, la FAO, le CICR, *Diakonie Katastrophenhilfe*, Oxfam et ACTED ont appuyé 110 319 personnes depuis le début de l'année.

En plus des populations vulnérables tchadiennes affectées par la crise liée à la sécheresse de cette année, les besoins des réfugiés, déplacés, et retournés restent importants et partiellement couverts.

Les partenaires du cluster Sécurité alimentaire ont urgemment besoin d'une enveloppe d'environ 63 millions de dollars américains afin d'assurer une réponse alimentaire à l'échelle des besoins (ration complète) pendant la période de soudure. Il est à souligner que cela n'inclut pas la prévention de la malnutrition, pour laquelle les financements et la réponse restent également insuffisants.

Défis de la réponse

Si la somme requise n'est pas mobilisée à temps, les partenaires seront contraints de restreindre leurs zones d'intervention et de réduire davantage les rations. En cas de sous-financement, la réponse humanitaire ne permettra pas de fournir une assistance suffisante pour éviter une détérioration encore plus grave de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages les plus vulnérables.

En raison de l'approche de la saison des pluies, le temps presse et les stocks sont déjà en cours de pré-positionnement dans l'est du pays avant que les pistes ne deviennent impraticables.

Dans un contexte de vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle qui caractérise le Tchad, les acteurs humanitaires et de développement doivent associer leurs efforts à travers la nouvelle façon de travailler pour réduire les vulnérabilités structurelles. Aux côtés du gouvernement tchadien, un investissement à long terme permettra le développement local, particulièrement dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage.

Suivant cette démarche, il faudra également privilégier l'approche combinée nutrition-sécurité alimentaire qui permet de maintenir les prévalences de la malnutrition à des niveaux satisfaisants chez les réfugiés et les autres personnes déplacées qui reçoivent une assistance continue. Cette approche, promue dans la bande sahélienne (zone la plus touchée par l'insécurité alimentaire et la malnutrition), ciblera prioritairement les ménages en insécurité alimentaire avec des enfants et femmes enceintes et allaitantes malnutris afin de restaurer leur résilience.

Les résultats de l'enquête SMART de septembre 2017 estime la prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG), sur le plan national, à 13,9% ; représentant une situation sérieuse, légèrement en-dessous du seuil critique de 15% fixé par l'OMS. La

Près d'un million de personnes seront en crise alimentaire et nutritionnelle (phase 3 à 5 du cadre harmonisé) contre 897 000 personnes en 2017, soit une augmentation de plus de 10%.

MAG présente beaucoup de disparités selon les régions. Dans 12 régions sur 23, la MAG dépasse le seuil critique. Quant à la malnutrition aigüe sévère (MAS), 15 régions franchissent le seuil d'urgence de 2%.

La stratégie Intégrée 'WASH in Nut' au Tchad

L'eau, l'hygiène et l'assainissement comme élément inhérent de réponse à la crise nutritionnelle

Avec des taux dépassant systématiquement les seuils d'urgence, la malnutrition continue de représenter un des défis majeurs de santé publique au Tchad. En 2018, les taux de malnutrition se situent à 15% et 2% pour la malnutrition aigüe globale (MAG) et sévère (MAS) respectivement, avec certaines régions présentant des taux trois fois supérieurs aux normes de l'OMS. Dans la lutte contre ce problème endémique, les questions d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement ont souvent été occultées au profit des préoccupations d'urgences nutritionnelles. Pourtant avec seulement 56% de la population ayant accès à l'eau, une couverture en assainissement limitée à 16%, et des conditions et pratiques d'hygiène souvent précaires, la prise en compte des aspects WASH apparaît comme un préalable ou élément crucial de la réponse.

On estime en effet entre 40 à 60% le pourcentage de malnutrition infantile attribué aux mauvaises conditions d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, occasionnant principalement la diarrhée. Une étude réalisée en 2016¹ au Tchad associait ainsi l'absence de latrines dans le ménage et les habitudes de lavage des mains des gardiens aux probabilités accrues de MAS et de diarrhée. L'étude démontrait par ailleurs que l'ajout d'un paquet minimum WASH dans la prise en charge des enfants souffrant de la MAS permettait de diminuer la durée du traitement et d'augmenter le taux de guérison.



Crédit : UNICEF. Déressia, Tandjilé. Des mamans avec leurs enfants malnutris lors des séances de sensibilisation sur les pratiques WASH.

La stratégie « WASH in Nut » ainsi que des outils de mise en œuvre en 2017.

Depuis 2016, un groupe de travail comprenant des représentants du gouvernement du Tchad, à travers les Ministères de la Santé Publique et de l'Eau et l'Assainissement, d'ONGs, d'agences des Nations Unies, de la société civile et des bailleurs s'est spécifiquement penché sur cette question de l'intégration du WASH dans les programmes d'urgence de prise en charge intégrée de la malnutrition. Cette réflexion au mené au développement de la

La réponse intégrée d'urgence du « WASH in Nut »

La stratégie « WASH in Nut » (WIN) assure l'intégration d'un paquet minimum WASH dans les interventions d'urgence de prise en charge de la malnutrition, en se focalisant d'abord sur les zones les plus touchées par la malnutrition. Ces zones dites « zones

Une étude réalisée en 2016 au Tchad démontre que l'ajout d'un paquet minimum WASH dans la prise en charge des enfants souffrant de la MAS permet de diminuer la durée du traitement et d'augmenter le taux de guérison.

¹ Risk factors of severe acute malnutrition in children under five: a matched case-control study in Mao, Chad (DDMAS), (Rapport provisoire, Action Contre la Faim; 2. Alliance Sahélienne de Recherches Appliquées pour le Développement Durable (ASRADD); 3. Brixton Health; 4. UNICEF)

pourcentage de malnutris aigus sévères et modérés admis ayant reçu un kit minimum WASH après sensibilisation. D'autres indicateurs précis sont également suivis pour affiner les analyses.

Le lancement officiel de la stratégie « WASH in Nut » a eu lieu en février 2018 - sous la présidence du Directeur de la nutrition et des technologies alimentaires (DNNTA) - avec la participation du Directeur de l'assainissement (DA), la Direction de l'approvisionnement en eau potable, de la Délégation Sanitaire Régionale de N'Djamena et des ONG nationales et internationales de l'UNICEF, et des Coordonnateurs des Clusters Wash et Nutrition. La Direction de la nutrition et des technologies alimentaires, avec l'appui technique et financier de l'UNICEF, est actuellement engagé dans les préparations pour le déploiement à grande échelle des interventions « WASH in Nut » dans les régions prioritaires. En plus de la finalisation des outils, des ateliers de formation des formateurs et agents de santé sont actuellement en cours dans les différentes régions. A ce jour, cinq ateliers de formation de 100 agents de santé ont eu lieu parmi les délégations sanitaires régionales (DSR) de N'Djamena, Tandjilé, Moyen Chari, Logone oriental et Mandoul.

D'autres activités sont en cours, à savoir, entre autres, un atelier de formation de 13 formateurs nationaux « WASH In Nut » du Gouvernement et de la société civile, le démarrage d'activités de mise en œuvre dans le cadre des partenariats Unicef-World Vision et UNICEF-Croix Rouge Française ainsi que des accords avec les ONGs et les DSR pour une mise à l'échelle effective.

En perspective, il est prévu la mise à l'échelle harmonisée de la stratégie « WASH In Nut » ainsi que le plaidoyer pour la mobilisation des fonds afin de mettre en œuvre la stratégie.

En bref

Un forum humanitaire et développement sur la crise alimentaire et nutritionnelle

M. Tull s'est félicité de l'émergence au Tchad d'« une nouvelle façon de penser », propice à une réflexion commune et partagée, pour des solutions conjointes et à l'échelle des besoins.

Après la tenue du premier forum humanitaire et développement en juin 2017, la communauté humanitaire et de développement a, de concert avec le Gouvernement du Tchad à travers le Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement (MEPD), organisé le deuxième forum qui a porté sur la crise alimentaire et nutritionnelle.

En 2018, près de 4 millions de personnes sont affectées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition au Tchad. Ces personnes ne peuvent subvenir correctement à leurs besoins alimentaires et nutritionnels dans un contexte où l'accès aux services sociaux de base est extrêmement limité. Cela impacte directement sur leur santé. La situation est alarmante puisque la malnutrition compte parmi les principales causes de la mortalité infantile dans le pays et une grande partie de ces besoins humanitaires sont hérités des



Crédit : OCHA/N. Frérotte. 30 mars 2017, N'Djamena, Tchad. Une bonne mobilisation lors du deuxième forum humanitaire-développement témoigne de l'intérêt des différentes parties.

vulnérabilités structurelles exacerbées par le manque d'investissement dans le développement local.

Dans son intervention, le Coordonnateur Résident des Nations Unies au Tchad, Stephen Tull, a insisté sur l'importance de mettre en œuvre la nouvelle façon de travailler, associant interventions humanitaires et de développement, pour répondre à la chronicité de la crise alimentaire et nutritionnelle au Tchad. M. Tull s'est félicité de l'émergence au Tchad d'une « une nouvelle façon de penser », propice à une réflexion commune et partagée, pour des solutions conjointes et à l'échelle des besoins permettant d'assurer une situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle durable.

Pour sa part, le Ministre de l'Economie et de la Planification du Développement, M. Issa Doubragne, a indiqué que le pays fait face à de nombreux enjeux de développement accentués par la crise socio-économique qui freine ou empêche la mise en œuvre des interventions essentielles à l'amélioration du capital humain.

Ce contexte favorise l'aggravation des vulnérabilités existantes dont la détérioration de la situation alimentaire et nutritionnelle. Cette dégradation atteint son point culminant pendant la période de soudure agricole durant laquelle les nouveaux produits agricoles ne sont pas encore disponibles sur les marchés alors que les stocks alimentaires issus de la campagne précédente sont épuisés. C'est un moment très difficile pour les ménages tchadiens les plus vulnérables.

Dans les débats, le gouvernement tchadien a présenté ses perspectives et actions face à la situation alimentaire et nutritionnelle. L'on peut retenir son engagement dans une démarche multisectorielle en mettant en place des institutions spécialisées rattachées à des ministères clés, en adhérant au mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) et à l'initiative AGIR-Sahel (Alliance Globale pour l'Initiative Résilience au Sahel).

Les participants ont formulé des recommandations afin de poursuivre l'opérationnalisation de la nouvelle façon de travailler au Tchad, en lien avec la réponse à la crise insécurité alimentaire et malnutrition.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Abdoulaye Sawadogo, Chef de Bureau Adjoint, sawadogo@un.org, Tel. (+235) 68 85 10 05

Naomi Frérotte, Chargée de l'Information Publique, frerotte@un.org, Tel. (+235) 66 90 16 33

Augustin Zusanné, Assistant Chargé d'Information Publique, zusanne@un.org, Tel. (+235) 63 90 09 13

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur www.unocha.org/tchad | www.reliefweb.int/country/tcd